

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :

083-248300543-20221215-lmc1184241-DE-1-1

Date de validation par la préfecture : mardi 20 décembre 2022

Date d'affichage : 22/12/2022

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 15 DÉCEMBRE 2022**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 15 décembre 2022, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	15	3
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 22/12/409</p> <p>AVENANT N°10 AU CONTRAT DE CONCESSION A LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TOULON ET DU VAR DE L'ETABLISSEMENT ET DE L'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE DE L'ETABLISSEMENT MARITIME DE TOULON, SITUES SUR LES COMMUNES DE TOULON, LA SEYNE-SUR-MER ET SAINT- MANDRIER-SUR-MER</p>		

PRESENTS :

Mme Geneviève LEVY, M. Yannick CHENEVARD, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Franck CHOUQUET, M. Yann TAINGUY, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, M. Joël TONELLI, Mme Kristelle VINCENT, Mme Sandra TORRES, Mme Christine SINQUIN, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, M. Guillaume CAPOBIANCO, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATESTI, M. Philippe BERNARDI, M. Laurent CUNEO, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Philippe LEROY, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Anne-Marie METAL, M. Christian SIMON, M. Gilles BALDACCHINO.

REPRESENTES :

M. Gilles VINCENT ayant donné pouvoir à M. Ange MUSSO, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Arnaud LATIL, M. Hervé STASSINOS ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Dominique ANDREOTTI ayant donné pouvoir à Mme Audrey PASQUALI-CERNY, M. Christophe MORENO ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à M. Erick MASCARO, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVARD, Mme Basma BOUCHKARA ayant donné pouvoir à Mme Chantal PORTUESE, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENTS :

M. Emilien LEONI, M. Mohamed MAHALI, M. Michel DURBANO.

Séance Publique du 15 décembre 2022

N° D' O R D R E : 22/12/409

O B J E T : AVENANT N°10 AU CONTRAT DE CONCESSION A LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TOULON ET DU VAR DE L'ETABLISSEMENT ET DE L'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE DE L'ETABLISSEMENT MARITIME DE TOULON, SITUES SUR LES COMMUNES DE TOULON, LA SEYNE-SUR-MER ET SAINT-MANDRIER-SUR-MER

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1, L1411-1 et suivants,

VU le Code des transports, notamment le livre III de sa cinquième partie, Conseils portuaires,

VU le Code des ports maritimes,

VU le Code de la commande publique et notamment les articles L3135-1 6° et R3135-8 et 9,

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

VU la loi n° 2015-991 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) prévoyant le transfert de plein droit des ports maritimes aux communautés d'agglomération existantes à compter du 1^{er} janvier 2017,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°16/12/215 du Conseil du 16 décembre 2016 qui a transféré les ports départementaux à la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée,

VU la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République,

VU l'arrêté préfectoral du 2 juillet 1971, par lequel le Préfet du Var a concédé à la Chambre du Commerce et de l'Industrie du Var (CCIV) l'établissement et l'exploitation des aménagements pour la navigation de plaisance dans l'Etablissement maritime de Toulon (Ports de Toulon, La Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier-sur-Mer),

VU le cahier des charges de la concession à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, pour l'établissement et l'exploitation des ports de plaisance de l'Etablissement maritime de Toulon (Ports de Toulon, La Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier-sur-Mer), signé en date du 2 juillet 1971, pour une durée fixée à 50 ans, à partir du 1^{er} janvier 1971,

VU la convention signée le 27 décembre 2006 entre le Préfet du Var et le Président du Conseil Départemental du Var en application de l'article 30 de la loi la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, définissant les modalités de mise en œuvre du transfert de propriété, de l'aménagement et de la gestion des ports de Toulon,

VU l'avenant 1 du 28 mars 1979 qui a introduit l'aménagement du secteur port Pin Rolland et précisé certains points relatifs à l'hygiène et à la propreté du port et ouvrant la possibilité de percevoir des taxes d'usage,

VU l'avenant 2 du 26 janvier 1981 qui a modifié légèrement le zonage de la Darse Nord du Mourillon, suite au raccourcissement de la jetée de ce port, en vue d'élargir la passe d'accès, commune avec le port de commerce de Toulon – Centre et ce pour permettre un meilleur évitage des paquebots,

VU l'avenant 3 du 20 juillet 1983 qui a retiré de la concession l'essentiel des terre-pleins bordant le port de Saint-Mandrier-sur-Mer, en vue d'un transfert de gestion ultérieur dans le domaine communal,

VU l'avenant 4 du 27 décembre 1988 qui a retiré à nouveau certains terre-pleins à usage plus urbain que portuaire (quais du port de la Seyne-Sur-Mer, quai Stalingrad à Toulon) formalisant les endigages du port Pin Rolland et augmentant de 10 à 20 % le quota des postes mis à disposition des associations sportives agréées,

VU l'avenant 5 du 25 mai 1994 qui a modifié les limites du port de Saint-Mandrier-sur-Mer afin d'en sortir la plage de la Vieille, incluse dans le cadre d'un projet d'extension portuaire abandonné depuis et dont la vocation balnéaire est ainsi réaffirmée,

VU l'avenant 6 du 9 août 2005 ayant pour objet le retrait du port de Saint-Elme de la concession, suite au transfert de compétence approuvé par arrêté préfectoral du 03/11/2003 et sa mise à disposition du département du Var par procès-verbal en date du 31/12/2003 et à compter du 01/01/2004,

VU l'avenant 7 du 2 janvier 2012, ayant pour objet le retrait d'une parcelle de la concession afin que l'autorité portuaire puisse la réaffecter à un nouvel usage,

VU l'avenant 8 qui a extrait une nouvelle parcelle de la concession afin que le projet puisse être réalisé,

VU l'avenant 9 qui a prolongé la durée de la concession pour une durée de 12 mois, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022,

VU le projet d'avenant n°10 ci-annexé,

VU l'avis du Conseil Portuaire de Toulon, La Seyne-sur-Mer, Saint-Mandrier-sur-Mer en date du 20 octobre 2022,

VU l'avis préalable de la Commission de Concession et de Délégation de Service Public en date du 22 novembre 2022,

VU l'avis de la Commission Mobilités du 9 décembre 2022

CONSIDERANT que la durée du Contrat, stipulée à l'article 44 du cahier des charges de la concession est prolongée pour une durée de 3 mois, soit du 1^{er} janvier 2023 au 31 mars 2023 inclus, cette durée pourra être prolongée de 9 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2023 si le concédant n'est pas en mesure de notifier le contrat de concession en cours de renouvellement pour une mise en œuvre effective au 31 mars 2023,

CONSIDERANT que les modalités de versement des redevances à l'Autorité Concédante restent inchangées,

CONSIDERANT que la prolongation maximum de 12 mois du contrat entraînerait une augmentation de l'ordre de 4% à chiffre d'affaire constant,

CONSIDERANT que cette modification n'excède pas, en tenant compte de la prolongation octroyée par avenant n°9, 10% du montant initial de la concession, et ne modifie pas l'équilibre économique du contrat ni son champ d'application,

CONSIDERANT qu'en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République il est introduit un article 54 au cahier des charges de la concession, relative au respect des principes de laïcité et neutralité du service public,

CONSIDERANT qu'il est introduit au terme de l'article 6 du cahier des charges « frais de construction et d'entretien » une disposition relative aux travaux rendus nécessaires au-delà de la maintenance et de l'entretien courant pendant la période de prolongation,

CONSIDERANT que l'avenant n°10 apporte des précisions sur l'équilibre financier de la concession et notamment en ce qui concerne le bilan de clôture de la concession au terme de la prolongation du contrat,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède, le projet d'avenant n°10 au contrat de l'établissement et l'exploitation des aménagements pour la navigation de plaisance dans l'Etablissement maritime de Toulon (Ports de Toulon, La Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier-sur-Mer).

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°10 au contrat de l'établissement et l'exploitation des aménagements pour la navigation de plaisance dans l'Etablissement maritime de Toulon (Ports de Toulon, La Seyne-sur-Mer et Saint-Mandrier-sur-Mer).

ARTICLE 3

DE DIRE que les recettes seront imputées sur le budget annexe BA30, Section recettes de fonctionnement, chapitre 75, article 757.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 15 décembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR 78

CONTRE 0

ABSTENTION 0

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

Direction des Ports

Avenant N°10

**AU CONTRAT DE CONCESSION A LA CHAMBRE DE COMMERCE ET
D'INDUSTRIE DE TOULON ET DU VAR DE L'ETABLISSEMENT ET DE
L'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE DE L'ETABLISSEMENT
MARITIME DE TOULON, SITUES SUR LES COMMUNES DE TOULON,
LA-SEYNE-SUR-MER ET SAINT-MANDRIER**

ENTRE les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur **Hubert FALCO** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par délibération n° en date du
Ci-après dénommée « la Métropole » ou « l'Autorité Concédante »,

d'une part,

ET :

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, représentée par son Président, conformément à la délibération du 23 novembre 2021 et dûment habilitée à la signature des présentes par délibération de l'Assemblée Générale en date du 28 novembre 2022.

Ci-après dénommée « le Concessionnaire »,

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « la Partie » ou « les Parties »,

Par un arrêté du 2 juillet 1971, le Préfet du Var a concédé à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (CCIV) l'établissement et l'exploitation des aménagements pour la navigation de plaisance dans l'Etablissement Maritime de Toulon (ports de Toulon, La Seyne et Saint-Mandrier).

Le 27 décembre 2006, le Préfet du Var et le Président du Conseil Général du Var, ont signé la convention, prise en application de l'article 30 de la loi relative aux libertés et responsabilités locales du 13 août 2004, définissant les modalités de mise en œuvre du transfert de la propriété, de l'aménagement et de la gestion des ports de Toulon.

De ce fait, au 1^{er} janvier 2007, le Département du Var s'est substitué à l'Etat dans les contrats, conventions et titres d'occupation délivrés dans les emprises définies par l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2006 portant délimitation du port de Toulon.

A cette même date, le Syndicat Mixte Varois des Ports du Levant (renommé ultérieurement Syndicat Mixte Ports Toulon Provence), est créé par l'association du Département et de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée et devient l'autorité portuaire, propriétaire.

Conformément aux dispositions de la loi Notre, la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée (devenue Métropole Toulon Provence Méditerranée) est compétente depuis le 1^{er} janvier 2017 pour l'aménagement, l'entretien et la gestion de tous les ports relevant antérieurement du Département situés à l'intérieur de son périmètre.

Elle a repris à ce titre la fonction d'Autorité Portuaire et s'est substituée à l'ex-Syndicat Mixte Ports Toulon Provence dans ses droits et obligations.

Après plusieurs évolutions du contrat, la liste des ports concédés est à ce jour la suivante :

- Vieille Darse de Toulon Darse Nord du Mourillon
- Saint-Louis du Mourillon
- La Seyne,
- Pin Rolland
- Saint-Mandrier

La durée de la concession est fixée à 50 ans, à partir du 1^{er} janvier 1971 soit une échéance au 31 décembre 2021. L'avenant N°9 du 8 avril 2021 prolonge la durée de la concession de un (1) an, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Par le présent Avenant, l'Autorité Concédante souhaite prolonger le Contrat en application de l'article L.3135-1-6° du Code de la commande publique, qui permet de modifier un contrat de concession sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque ladite modification n'excède pas 10% du montant initial du contrat de concession.

L'Autorité Portuaire souhaite en effet prolonger le Contrat d'un an maximum au regard des délais inhérents à la mise en concurrence en cours pour l'octroi d'un nouveau contrat de concession pour l'exploitation des ports de plaisance de la rade de Toulon et de Saint-Elme.

Il convient de préciser que la modification ainsi apportée à la concession attribuée à la Chambre de commerce et d'industrie du Var n'est pas de nature à en bouleverser l'économie générale et ne constitue pas une modification substantielle.

Il est également intégré, à la demande du concessionnaire, un plafond de prise en charge des investissements à réaliser sous sa maîtrise d'ouvrage pendant la durée de prolongation de la concession. Cette dernière, particulièrement courte, ne permet pas au concessionnaire d'envisager la prise en charge intégrale des éventuels frais à engager pour les besoins des ports concédés.

Par ailleurs, la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics d'imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérés dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit que l'article 54 relatif au respect de la laïcité est inséré au contrat.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Le Contrat est modifié dans les conditions définies aux articles suivants :

ARTICLE 1 – Modification de la durée de la concession

La durée du Contrat, stipulée à l'article 44 du cahier des charges de la concession est prolongée pour une durée de trois (3) mois du 1^{er} janvier 2023 au 31 mars 2023 inclus.

Si le concédant n'est pas en mesure de notifier le nouveau contrat de concession pour une mise en œuvre effective au 1^{er} avril 2023, le Contrat sera prolongé pour une période de neuf (9) mois supplémentaires, soit jusqu'au 31 décembre 2023.

Le Concédant s'engage à faire ses meilleurs efforts pour permettre une notification dans les délais visés. En tout état de cause, sans préjudice de la confidentialité attachée à la mise en concurrence relative au renouvellement de la concession plaisance, le Concédant informera régulièrement le concessionnaire de l'état de la procédure en cours et ses impacts éventuels sur la durée effective de la prolongation.

ARTICLE 2 – Entretien des ouvrages

Il est introduit au terme de l'article 6 du cahier des charges « Frais de construction et d'entretien », la disposition suivante :

« Durant la période de prolongation visée à l'article 1 de l'avenant n°10, le concessionnaire ne procédera qu'à l'entretien courant des ports de plaisance concédés. Les travaux rendus nécessaires au-delà de la maintenance et de l'entretien courant seront pris en charge par le concessionnaire pour un montant cumulé maximum de 250 000 € (soit 50 000 €/port).

Pour tous travaux dont le montant prévisionnel excède 50 000€ HT, le concessionnaire adressera une demande d'autorisation au concédant. La demande d'autorisation présentera les travaux envisagés, le planning d'exécution et le budget prévisionnel correspondant dont la somme à la charge du concédant. Ce dernier se prononcera dans un délai de deux semaines à compter de la réception de la demande d'autorisation. A défaut de réponse de sa part, la demande sera considérée comme rejetée sauf si les travaux relèvent explicitement de la sécurité ou de la sûreté auquel cas elle sera considérée comme acceptée ».

ARTICLE 3 Equilibre financier de la concession

Le bilan de clôture de la concession au terme de la prolongation du Contrat, toutes choses égales par ailleurs, ne devra pas être plus défavorable pour le concessionnaire que celui qui sera arrêté au 31 décembre 2022. Dans le cas contraire, et dès lors que la dégradation de l'équilibre financier n'est pas imputable à des décisions prises par le concessionnaire dans le cadre de sa gestion, les parties conviennent de se rencontrer afin d'envisager les conditions et les modalités de nature à rétablir l'équilibre initial des comptes.

ARTICLE 4 – Redevance versée à l'Autorité concédante

Les redevances versées à l'Autorité concédante restent inchangées.

ARTICLE 5 – Rajout de l'article 54 du contrat Loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République

Il est introduit un article 54 au cahier des charges de la concession : Laïcité et neutralité du service public

« 1-Adoption des mesures nécessaires pour assurer le respect des principes d'égalité, laïcité et neutralité

Le présent contrat confie à son concessionnaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Concernant les tenues du personnel et attitudes vis-à-vis de la clientèle et respect des principes de laïcité et de neutralité du service publics Le concessionnaire doit assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public. Il prend les mesures nécessaires à la garantie du respect des principes qui précèdent. À cet effet, il s'abstient notamment de manifester ses opinions politiques ou religieuses, et traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité. La même obligation est rappelée à ses salariés et cocontractants.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le concessionnaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- d'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;*
- de respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.*

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le concessionnaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;*
- traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;*
- respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.*

Le concessionnaire communique à l'autorité délégante les mesures qu'il met en œuvre afin :

- d'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;*
- de remédier aux éventuels manquements.*

2-Respect des principes susmentionnés par les personnes auxquelles le concessionnaire confie une partie de l'exécution du service

Le concessionnaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le concessionnaire titulaire communique à l'autorité concédante chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'autorité concédante en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

Lorsque le concessionnaire méconnaît les obligations susvisées, l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

3 - Si la mise en demeure s'avère infructueuse, le Concessionnaire s'expose à une pénalité de 50 euros par manquement. En cas de manquement grave et répété, le contrat pourra être résilié, sans préjudice de son exécution aux frais et risques du Concessionnaire ».

ARTICLE 6 – Clauses diverses - Date d'effet

Les dispositions du cahier des charges de la concession et ses avenants n°1 à 9 non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées et applicables.

A...Toulon
Le ...28/11/2022

**Pour la Chambre de Commerce et
d'Industrie du Var**

**Le Président
Basile GERTIS**



A Toulon,
Le

**Pour la Métropole Toulon Provence
Méditerranée**

**Le Président
Hubert FALCO**

Direction Générale concernée :
DGA Aménagements, Ports, Mobilités et Energies
Direction :
Ports et DGI
Affaire suivie par :

RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT A UN CONTRAT DE CONCESSION

Procédure n°.....

Objet : CONCESSION A LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE TOULON ET DU VAR DE L'ETABLISSEMENT ET DE L'EXPLOITATION DES PORTS DE PLAISANCE DE L'ETABLISSEMENT MARITIME DE TOULON, SITUES SUR LES COMMUNES DE TOULON, LA-SEYNE-SUR-MER ET SAINT-MANDRIER

1- DESCRIPTIF DU MARCHE

Procédure initiale	<input type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input checked="" type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	Chambre de Commerce et d'Industrie du Var
Date de notification	2 juillet 1971
Durée du contrat	50 ans
Date de début du contrat	1971
Date de fin du contrat	31/12/2022
Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, Chiffres d'affaire prévisionnel...)	<p>Compte tenu de l'ancienneté du contrat, il n'est pas possible d'en ressortir le montant initial de la concession, ni un CEP.</p> <p>La redevance est ainsi calculée :</p> $R_n = R_{n-1} * I_n / I_{n-1}$ <p>Où R_n est la redevance de l'exercice n I_n est l'indice TP01.</p> <p>Redevance 2021 = 268 547 €</p>
Projet avenant n°...	10

Objet de l'avenant / modification du contrat	<p>Prolongation de la durée du contrat</p> <p>La loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République : insertion d'une clause relative au respect de principes de laïcité et de neutralité</p>
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	<p>L'avenant n°1 du 28 mars 1979 introduit l'aménagement du secteur port Pin Rolland et précise certains points relatifs à l'hygiène et à la propreté du port et ouvrant la possibilité de percevoir des taxes d'usage.</p> <p>L'avenant n°2 du 26 janvier 1981 modifie légèrement le zonage de la Darse Nord du Mourillon, suite au raccourcissement de la jetée de ce port, en vue d'élargir la passe d'accès, commune avec le port de commerce de TOULON-CENTRE et ce pour permettre un meilleur évitage des paquebots.</p> <p>L'avenant n°3 du 20 juillet 1983 retire de la concession l'essentiel des terre-pleins bordant le port de SAINT-MANDRIER, en vue d'un transfert de gestion ultérieur dans le domaine communal.</p> <p>L'avenant n°4 du 27 décembre 1988 retire à nouveau certains terre-pleins à usage plus urbain que portuaire (quais du port de LA SEYNE-SUR-MER, quai Stalingrad à TOULON) formalisant les endigages du port PIN ROLLAND et augmentant de 10 à 20 % le quota des postes mis à disposition des associations sportives agréées.</p> <p>L'avenant n°5 du 25 mai 1994 modifie les limites du port de SAINT-MANDRIER afin d'en sortir la plage de la Vieille, incluse dans le cadre d'un projet d'extension portuaire abandonné depuis et dont la vocation balnéaire est ainsi réaffirmée.</p> <p>L'avenant n°6 du 09 août 2005 a pour objet le retrait du port de SAINT-ELME de la concession, suite au transfert de compétence approuvé par arrêté préfectoral du 03/11/2003 et sa mise à disposition du département du VAR par procès-verbal en date du 31/12/2003 et à compter du 01/01/2004.</p> <p>L'avenant n°7, en date du 02 janvier 2012, a pour objet le retrait d'une parcelle de la concession afin que l'autorité portuaire puisse la réaffecter à un nouvel usage.</p> <p>L'avenant n°8 extrait une nouvelle parcelle de la concession afin que le projet puisse être réalisé. Suite à l'exécution du projet lié à l'avenant n°7, l'aménageur sollicite suite à des modifications techniques une surface complémentaire de 198 m² pour mener à bien le projet. Cette modification mineure n'a aucun impact financier (la parcelle extraite ne produisant aucune recette commerciale).</p>

	L'avenant N°9 du 8 avril 2021 qui prolonge la durée de la concession de 12 mois, du 1 ^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.
Observations	néant

2- Fait(s) générateur(s)

Description de l'évènement :

Une mise en concurrence pour l'octroi d'un nouveau contrat de concession pour l'exploitation des ports de plaisance de la rade de Toulon et de Saint-Elme a été engagée en septembre 2021 en vue d'une notification à l'automne 2022 et un début d'exploitation en janvier 2023.

Un avis d'appel public à candidatures a ainsi été publié dès octobre 2021 pour pouvoir garantir une parfaite continuité des services publics délégués.

Toutefois, au regard des offres déposées par les groupements candidats, la Métropole a été dans l'obligation de reformuler certaines attentes dans le cadre des négociations afin de pouvoir obtenir des propositions améliorées. Les offres optimisées feront l'objet d'une nouvelle analyse et de négociation(s) avec le ou les groupement(s) en lice.

Le titulaire de la future concession, dont la durée sera de trente ans, aura en charge des investissements structurants pour le bassin de plaisance. A cet égard, la Métropole souhaite prolonger de quelques mois la concession en cours afin de se donner tous les moyens de contractualiser dans les meilleures conditions possibles.

Il convient de noter que l'article L.3135-1-6° du Code de la commande publique, permet de modifier un contrat de concession sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque ladite modification n'excède pas 10% du montant initial du contrat de concession (entendu comme étant le chiffre d'affaires généré sur la durée de la concession).

Le contrat de concession d'une durée initiale de 50 ans, n'a été prolongé, par avenant n°9, que d'une année. Aucune autre modification en cours d'exécution n'est venue en impacter son économie générale.

Afin de poursuivre et clore la procédure de mise en concurrence dans l'intérêt du service délégué, il est proposé de retenir une prolongation d'une période ferme de 3 mois, du 1^{er} janvier 2023 au 31 mars 2023 inclus, cette prolongation pouvant être étendue pour une nouvelle période de 9 mois, du 1^{er} avril 2023 au 31 décembre 2023 inclus. Cet avenant conduirait par conséquent à une prolongation totale maximale de 24 mois sur les 600 mois de la concession octroyée à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, soit une modification de l'ordre de 4% à chiffre d'affaires constant.

Par ailleurs, la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics.

Cette loi oblige les acheteurs publics à imposer aux titulaires de contrat relatifs au service public le respect de principes de laïcité et de neutralité par le biais de clauses qui devront obligatoirement être insérées dans les contrats.

Les concessions concernées sont celles dont le terme intervient après le 25 février 2023.

Il s'ensuit qu'en application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République il est introduit un article relatif au respect des principes de laïcité et neutralité du service public dans le contrat.

Le présent avenant ne vient pas modifier l'équilibre économique du Contrat, ni modifier le champ d'application du Contrat. Les éléments essentiels du Contrat ne sont pas modifiés.

3- Solutions envisagées

Description des modifications nécessaires (liste non exhaustive):

- Modification de la durée : ☒ Oui ☐ Non
- Modification du titulaire : ☐ Oui ☒ Non
- Incidence financière : ☒ Oui ☐ Non

Nature des modifications : L'avenant conduirait par conséquent à une prolongation totale maximale de 24 mois sur les 600 mois de la concession octroyée à la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, soit une modification de l'ordre de 4% à chiffre d'affaires constant. Par ailleurs, la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a notamment pour objectif de renforcer la neutralité et la laïcité des services publics. Il est inséré une clause spécifique en ce sens.

Intervention de la commission DSP :

Avenant supérieur à 5 % du montant total H.T de la concession : ☐ Oui ☒ Non

Passage en CDSP au regard de la durée de la concession initiale et de l'absence de CEP initial

Au regard de l'ancienneté du contrat et de l'absence de compte d'exploitation prévisionnel pour la durée du contrat, l'incidence sur le chiffre d'affaire d'une prolongation de 12 mois est estimée à + de 4 % sur la durée totale du contrat.

Bien que l'augmentation du montant du contrat de concession entraînée par l'avenant n°10 est estimée à 4%, il a été décidé de saisir la commission de concession et de délégation de service public, étant donnée l'ancienneté du contrat et l'absence de compte d'exploitation prévisionnel initial.

Le Conseil Portuaire a été consulté le 20 octobre 2022.

4- Cas de recours à un avenant

Les hypothèses dans lesquelles une modification des contrats en cours d'exécution peut être admise art L 3135-1 CCP

Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique	<input type="checkbox"/> Article R3135-1 : Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.
	<input type="checkbox"/> Article R3135-2-3 et 4 : Le contrat de concession peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 3135-3, des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat de concession initial, à la condition qu'un changement de concessionnaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment aux exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre de la concession initiale. Lorsque le contrat de concession est conclu par un pouvoir adjudicateur, le montant de la modification prévue à l'article R. 3135-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du contrat de concession initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées dans le respect des dispositions du présent article, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Ces modifications consécutives ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence. Pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 3135-2, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation. Dans le cas contraire, le montant actualisé du contrat de concession initial est calculé en tenant compte de l'inflation moyenne.
	<input type="checkbox"/> Article R3135-5 : Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir. Dans ce cas, les dispositions des articles R. 3135-3 et R. 3135-4 sont applicables.
	<input type="checkbox"/> Article R3135-6 : Le contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession, dans l'un des cas suivants : 1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option définie à l'article R. 3135-1 ; 2° Dans le cas d'une cession du contrat de concession, à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial. Le nouveau concessionnaire justifie des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par l'autorité concédante. Cette cession ne peut être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

☐ **Article R3135-7 :**

Le contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles.

Pour l'application de l'article L. 3135-1, une modification est considérée comme substantielle, notamment, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

2° Elle modifie l'équilibre économique de la concession en faveur du concessionnaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le contrat de concession initial ;

3° Elle étend considérablement le champ d'application du contrat de concession ;

4° Elle a pour effet de remplacer le concessionnaire auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession par un nouveau concessionnaire, en dehors des hypothèses visées à l'article R. 3135-6.

☐ **Article R3135-8 et 9 :**

Le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R. 3135-7 sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 3135-4 sont applicables au cas de modification prévu au présent article.

Lorsque plusieurs modifications successives relevant de l'article R. 3135-8 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé.

Justifications détaillées pour chaque cas de recours

(Joindre tout document nécessaire à la démonstration)

5- Impact financier

A) Analyse des documents financiers joints (CEP, GER...)

Néant

B) Bilan

Néant

C) Nouveau C.E.P

Néant

D) Nouveau montant prévisionnel du contrat de concession :

Néant

E) Pourcentage de variation par rapport au prix initial :

4%

6- Mouvement financier

☒ NON

☐ OUI

Si oui :

	DE	VERS
Budget		
Opération budgétaire		
Chapitre		
Fonction		
Article		
Service gestionnaire		
Montant		

Fait à Toulon, le

<p>Chef de projet</p> 	<p>Le Directeur</p>  <p>Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Directeur des Ports</p>	<p>Le DGA/le DGST</p> 
---------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>Commission</p>	<p><input type="checkbox"/> CDSP <input type="checkbox"/> Sans Objet</p>
<p>Passage en Conseil Métropolitain</p>	<p><input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non</p>

